

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1926.

Projet de loi approuvant le Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Tchécoslovaquie (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. CARTON de WIAERT.

MESSIEURS,

Les produits de l'Union économique belgo-luxembourgeoise rencontraient jusqu'ici un double obstacle à leur pénétration en Tchécoslovaquie : d'une part, un régime sévère de licences; d'autre part, un tarif douanier très élevé, nos articles ne bénéficiant pas des réductions conventionnelles de droits accordées, depuis 1923, notamment à la France, à l'Italie et à l'Autriche.

Le Traité dont l'approbation nous est demandé apporte certaines améliorations à cette situation. En ce qui concerne le régime des licences, nous avons obtenu la garantie *qu'en fait* ce régime ne gênerait en rien nos importations en Tchécoslovaquie. Pour quelques produits seulement, les céréales et farines, les raisins, les légumes, les semences, les chevaux, les vins et les superphosphates, des contingents ont été fixés, mais suivant des quantités de nature à donner toute satisfaction à nos exportateurs.

D'autre part, en matière de tarifs douaniers, des réductions appréciables nous ont été consenties pour diverses catégories de produits de l'Union économique :

1° Pour une série de produits, tels divers produits horticoles (raisins, pêches, légumes, plantes vivantes), les fils de laine cardée, les cuirs et ouvrages en cuir, les produits photographiques, les écrémeuses, l'apudou, le bleu d'outre-mer, nous avons obtenu un élargissement des concessions précédemment accordées à d'autres pays;

2° Pour d'autres articles, notamment les racines de chicorée, les courroies, les tissus de lin, le papier parchemin, les réductions tarifaires qui nous ont été

(1) Projet de loi, n° 430.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destree, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Franck, Hubin, Janson, Piérard, Pouillet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troolet, Van Cauwe-laert, Verachtert, Vercaumen, Winandy.

consenties se montent en général à 40 ou 50 p. c. et atteignent, dans certains cas, 60 ou même 80 p. c. du droit autonome;

3° Enfin, dans une troisième catégorie, il y a lieu de ranger les armes, les chevaux, la soie artificielle et les motocyclettes. Pour ces articles intéressant particulièrement notre exportation, la Tchécoslovaquie projetait des relèvements de droits très importants; nous avons obtenu, soit la consolidation ou même une diminution des droits jusqu'ici en vigueur, soit la promesse que les nouveaux droits ne dépasseraient pas un quantum déterminé acceptable par nos exportateurs.

L'Union économique avait présenté à la Tchécoslovaquie une demande visant à obtenir certains contingents d'exportation de matières premières. Cette demande a reçu satisfaction par la suppression du régime des licences pour les marchandises en question, sauf en ce qui concerne les contingents demandés par le Luxembourg pour les peaux destinées à la ganterie et, par la Belgique, pour les peaux de lapins et de lièvres.

Pour ces articles, la Tchécoslovaquie s'est déclarée dans l'impossibilité de nous accorder les contingents réclamés. Elle se voit, en effet, elle-même privée des approvisionnements qu'elle trouvait autrefois en Autriche, Italie, Hongrie, Pologne, Allemagne. Des négociations ont été engagées avec ces pays, en vue de rétablir la liberté réciproque des échanges, en ce qui concerne les peaux brutes. Il est permis d'espérer que, dès la conclusion de ces négociations, nous obtiendrons satisfaction.

En ce qui concerne le régime des marchandises tchécoslovaques dans l'Union belgo-luxembourgeoise, celle-ci soumettait, depuis l'arrêté royal du 29 mai 1923, la plupart des produits des industries verrière, céramique, mécanique, des industries du bois, du papier, etc., originaires de Tchécoslovaquie, à des droits différentiels représentant en moyenne le double du tarif minimum,

Le traité abroge, d'une façon générale, ce régime spécial, la Tchécoslovaquie obtenant à l'importation dans l'Union le traitement de la nation la plus favorisée. Toutefois, en vue de ménager les intérêts de nos industries le plus directement menacées par la concurrence tchécoslovaque, un régime transitoire, qui prendra fin le 30 septembre 1926, a été établi maintenant pour quatorze produits des industries du verre, de la porcelaine, du papier, de la mécanique, de l'électrotechnique, des droits différentiels, inférieurs d'ailleurs à ceux jusqu'ici en vigueur pour ces produits. Par compensation, la Tchécoslovaquie a établi, de son côté, une liste de marchandises, pour lesquelles l'application du traitement de la nation la plus favorisée est différé à notre égard pendant le même délai. Toutefois, cette liste, comprenant également quatorze articles, n'est point de nature à causer de sérieux préjudice à nos exportateurs.

La Tchécoslovaquie avait, d'autre part, demandé une série de réductions sur les tarifs belges. Tenant compte de ces demandes, dans la mesure du possible, nous avons consolidé le régime actuel pour les douze articles suivants : orge (exemption de droits), graines et semences (exemption), peroxyde de sodium (exemption), acides fluorhydrique et formique (exemption), potasse caustique, teintures noires au soufre (exemption), tissus de bonneterie en soie artificielle, carreaux de revêtement, perles en verre, appareils pour sucreries et brasseries, chaussures en matières textiles avec semelles en cuir ou en caoutchouc.

Il y a lieu d'ailleurs de signaler que, même pour ceux de ces articles pour lesquels les droits actuels sont consolidés, le Gouvernement belge conserve, en vertu

du protocole de signature, le droit de relever ceux-ci, en cas de hausse de plus de 10 p. c. du cours mensuel moyen du dollar ou de la livre sterling à la Bourse de Bruxelles, par rapport au cours moyen de ces devises en 1925, de manière à maintenir l'incidence de ces droits au taux existant au moment de la signature de l'accord.

En vue de mettre fin le plus rapidement possible aux entraves empêchant le développement des relations commerciales entre les deux pays, il a été convenu de mettre anticipativement en vigueur, sans attendre la ratification du traité par les pouvoirs législatifs des deux pays, les clauses douanières ci-dessus. Cette mise en vigueur a eu lieu par arrêté royal, à la date du 1^{er} janvier dernier, à la suite d'un échange de notes entre les deux Gouvernements.

Toutefois, votre Commission des Affaires Étrangères estime qu'il est désirable qu'un vote de la Chambre intervienne à bref délai pour donner une approbation définitive à ce Traité de Commerce, qu'elle a été unanime à approuver elle-même. Les excellentes relations d'ordre politique que nous entretenons avec la jeune République tchécoslovaque, à laquelle nous attachent des sentiments de grande sympathie, ramèneront un nouvel encouragement dans le développement régulier des échanges et des transactions commerciales.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

EMILE BRUNET.



(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handelsverdrag tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch verbond en Tsjechoslowakije ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON de WIART.

MIJNE HEEREN,

De invoer der voortbrengselen van het Belgisch-Luxemburgsch economisch verbond in Tsjechoslowakije, stiet tot nu toe op een dubbele moeilijkheid : eenerzijds, een streng régime van vergunningen, anderzijds, een zeer hoog toltarief, daar op onze producten de overeengekomen verminderingen van rechten niet toegepast worden, die, sedert 1923, namelijk aan Frankrijk, Italië en Oostenrijk toegestaan werden.

Het verdrag, dat men U vraagt goed te keuren, brengt zekere verbeteringen in dezen toestand. Wat betreft het regime der vergunningen, hebben wij de verzekering bekomen dat dit stelsel, *in feite* onzen invoer in Tsjechoslowakije niet zou belemmeren. Slechts voor enkele voortbrengselen, graangewassen en meel, druiven, groenten, zaden, paarden, wijnen en superphosphaat, werden plichtmatige aandelen vastgesteld, doch voor hoeveelheden die onze uitvoerhandelaars volkomen voldoening kunnen geven.

In zake toltarieven, werden aanzienlijke verminderingen toegestaan voor verscheidene categorieën van voortbrengselen van het Economisch Verbond :

1° voor eene reeks voortbrengselen zooals onderscheidene tuinbouwproducten (druiven, perzikken, groenten, levende planten), draden van gekaarde wol, leder-soorten en lederwerk, photographische producten, melkaafroomers, stijf sel, blauw sel, hebben wij eene verruiming bekomen van de vroeger aan andere landen toegestane vergunningen ;

2° voor andere producten, namelijk voor chicoreiwortelen, riemen, vlasweef sels, perkamentpapier, belopen de ons toegestane tariefverminderingen, in het

(1) Wetsontwerp, n° 130.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Brauquart, Bruinfaut, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Eckelers, Fischer, Franck, Hubin, Janson, Piérard, Pouillet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troolet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercammen en Winandy.

algemeen, 40 of 50 t. h., en bereiken in zekere gevallen 60 of zelfs 80 t. h. van het in dat land bestaande recht.

3° In een derde categorie dienen, ten slotte, gerangschikt te worden : de wapens, de paarden, de kunstzijde en de motorrijwielen. Tsjechoslowakije had het inzicht de tarieven van deze voortbrengselen, die bijzonder onzen uitvoer aanbelangen, aanzienlijk te verhoogen ; wij hebben verkregen : hetzij de consolidatie of zelfs eene vermindering der tot nu toe bestaande rechten, hetzij de belofte dat de nieuwe rechten niet een bepaald quantum zouden overschrijden dat voor onze uitvoerders aanneembaar is.

Het Economisch Verbond had aan Tsjechoslowakije eene aanvraag voorgelegd om zekere uitvoeraandelen van grondstoffen te bekomen. Aan deze aanvraag werd voldaan door de afschaffing van het regime der vergunningen voor de betrokken waren, behalve wat betreft de door Luxemburg aangevraagde aandelen voor de huiden die bestemd zijn voor de handschoenfabricage, en de door België aangevraagde aandelen voor de konijn- en hazenhuiden.

Voor deze artikelen verklaarde Tsjechoslowakije zich in de onmogelijkheid ons de gevraagde hoeveelheden toe te staan. Het land is inderdaad zelf beroofd van de voorraden die het vroeger kreeg uit Oostenrijk, Italië, Hongarije, Polen, Duitschland. Onderhandelingen werden met deze landen aangeknoopt om de wederzijdsche vrijheid van ruilhandel, wat betreft de ruwe huiden, te herstellen. Wij mogen hopen dat, zoodra deze onderhandelingen tot een goed eind zijn gebracht, wij voldoening zullen krijgen. Wat betreft het stelsel der Tsjechoslowakische koopwaren in de Belgisch-Luxemburgsche Unie, paste deze, sedert het Koninklijk besluit van 29 Mei 1923, op het meerendeel van de producten van de glas-, ceramiek-, mechanieknijverheid, van de hout- en de papiernijverheid, enz. differentiaalrechten toe, welke gemiddeld het dubbel van het minimum-tarief vertegenwoordigen.

Over het algemeen schaft het verdrag dit speciale stelsel af, daar Tsjechoslowakije voor den invoer de behandeling van de meest begunstigde natie verkrijgt. Nochtans, om de belangen van onze nijverheidstakken, die het meest rechtstreeks bedreigd zijn door de mededinging van Tsjechoslowakije, te vrijwaren, werd een overgangsstelsel aangenomen, dat eindigt op 30 September 1926, en voor veertien producten van de nijverheid van het glas, het porselein, het papier, de mechaniek, de electro-techniek, differentiaalrechten behoudt, die evenwel lager zijn dan deze welke tot hiertoe werden toegepast. Daartegenover, heeft Tsjechoslowakije, zijnerzijds, eene lijst vastgesteld van koopwaren voor dewelke de toepassing van de behandeling der meest begunstigde natie te onzen opzichte wordt verschoven tot denzelfden datum. Deze lijst, welke eveneens veertien artikelen bevat, is evenwel niet van zulken aard dat daaruit voor onze uitvoerders ernstige nadeelen kunnen voortvloeien.

Anderzijds had Tsjechoslowakije eene reeks verminderingen gevraagd op de Belgische tarieven. In de mate van het mogelijke, rekening houdend met dit verzoek, hebben wij het tegenwoordige stelsel vastgelegd voor de volgende twaalf artikelen : rogge (vrij van rechten), granen en zaden (vrij), peroxydenatrium (vrij), fluorwaterstofzuur en mierenzuur (vrij), bijtende potasch, zwarte sulferverwen (vrij), gewezen of gebreide stoffen in kunstmatige zijde, dekkingstegels, glazen paarden, toestellen voor suikerfabrieken en brouwerijen, stoffen schoeisel met leeren of gummizolen. Men dient er ten andere op te wijzen dat, zelfs voor diegenen van voornoemde artikelen voor dewelke de bestaande rechten zijn vastgelegd, de Regeering, krachtens het protocol van de onderteekening, het recht

behoudt dezelve te verhoogen in geval van eene stijging met meer dan 10 t. h. van den tegenwoordigen koers van den dollar of van het pond sterling op de Beurs te Brussel, ten opzichte van den gemiddelden koers van deze waarden in 1925, zoodanig dat de grondslag van die rechten, tegen het bestaande procent op het oogenblik van de onderteekening der overeenkomst, behouden blijft.

Ten einde zoodra mogelijk een einde te stellen aan de hinderpalen van de uitbreiding der handelsbetrekkingen tusschen beide landen, werd overeengekomen bovestaande bepalingen op tolgebied reeds van toepassing te maken, zonder de goedkeuring van het verdrag in beide landen af te wachten. Naar aanleiding van eene gedachtenwisseling tusschen beide Regeeringen, kwamen deze bepalingen in werking bij Koninklijk besluit van 1 Januari l. l.

Uwe Commissie voor de Buitenlandsche Zaken is van gevoelen, dat het wenschelijk is dat de Kamer eerlang hare definitieve goedkeuring hechte aan dit Handelsverdrag dat de Commissie zelf met eenparigheid van stemmen heeft aangenomen. De uitnemende politieke betrekkingen welke wij onderhouden met de jonge Tsjecho-Slowaksche Republiek voor dewelke wij de beste gevoelens koesteren, zullen eene nieuwe aanmoediging vinden in de regelmatige uitbreiding onzer handelsbetrekkingen.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

